

Que faire des enfants « déracinés » et « sans foyer » en sortie de guerre ?

Les attermolements de l'internationale des communautés d'enfants dans l'après-Deuxième Guerre mondiale

Samuel BouSSION, Mathias Gardet

DANS **REVUE INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION FAMILIALE** 2021/1 (N° 49), PAGES 23 À 40
ÉDITIONS **L'HARMATTAN**

ISSN 1279-7766

ISBN 9782343252230

DOI 10.3917/rief.049.0023

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-la-revue-internationale-de-l-education-familiale-2021-1-page-23.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Que faire des enfants « déracinés » et « sans foyer » en sortie de guerre ?

Les attermoissements de l'internationale des communautés d'enfants dans l'après-Second Guerre mondiale

Samuel Boussion¹ et Mathias Gardet²

Dans l'après-guerre, alors qu'est redessinée la place de la famille et que les savoirs sur l'enfant commencent à éclairer les relations intrafamiliales d'un jour nouveau, des tensions traversent les réseaux d'experts de l'enfance au sujet de l'accueil des enfants victimes de la guerre. Une des questions principales est alors : faut-il privilégier les placements collectifs ou le placement chez des particuliers ? Les débats et les expériences qui ont cours au moment de la mise en réseau des communautés d'enfants sous l'égide de l'Unesco montrent les attermoissements devant la situation d'enfants « sans foyer », oscillant entre innovations pédagogiques et approche médicale, éducation à la compréhension internationale et ancrage national, famille et collectivité...

Mots-clés : Enfants victimes de la guerre, éducation des réfugiés, placement, famille.

What to do with 'uprooted' and 'homeless' children after the war? The hesitations of the international movement for children's communities in the post-World War II period

In the post-war period, when the place of the family was being redefined and knowledge about children began to shed new light on intra-family relationships, tensions ran through the networks of child experts

¹ Samuel Boussion, Maître de conférences en sciences de l'éducation, Institut d'histoire du temps présent UMR 2844 CNRS Université Paris 8 Saint-Denis. Contact : Samuel.boussion@univ-paris8.fr

² Mathias Gardet, Professeur en sciences de l'éducation, Institut d'histoire du temps présent UMR 2844 CNRS Université Paris 8 Saint-Denis.

concerning the caring for war handicapped children. One of the main questions was whether collective care in boarding establishments or individual fostering in private homes should be preferred. The debates and experiences that took place at the time of the networking of children's communities under the aegis of UNESCO show the hesitations faced with the situation of "homeless" children, oscillating between pedagogical innovations and medical approach, education for international understanding and national anchoring, family and community...

Key-words : War handicapped children, Education of refugees, Family

Introduction

Certes la situation du rapatriement d'enfants des zones de guerre aujourd'hui peut être considérée comme inédite, mais des périodes antérieures ont montré que beaucoup de pays y ont été déjà confrontés, sur des échelles différentes et posant déjà des questions qui entrent en résonance avec les processus contemporains. En ce sens, la sortie de la Seconde Guerre mondiale en Europe semble un temps de reconfiguration majeure des politiques familiales et de l'enfance comme des pratiques de prise en charge. Le nombre d'enfants orphelins, déplacés, séparés de leur famille ou marqués dans leur chair est si édifiant que des organisations humanitaires nationales ou internationales se mobilisent et font du secours aux enfants un pan majeur de l'aide aux populations (Zahra, 2009). Rapports d'experts et d'humanitaires de terrain s'empilent pour recenser les maux de l'enfance aux quatre coins du continent, le constat général étant que les enfants vivent bien souvent hors des cadres traditionnels de leur âge : sans famille ni foyer, ils ne sont pas non plus scolarisés. Près de soixante millions d'enfants, répartis dans douze pays européens, auraient besoin d'assistance, treize millions d'enfants auraient perdu leurs protecteurs naturels, en Allemagne un tiers des enfants n'aurait plus de père en 1947 (Brosse, 1949). Les mêmes bilans chiffrés établissent par ailleurs que la population enfantine au-dessous de dix-sept ans représente un quart des chiffres officiels de réfugiés assistés¹, notamment selon l'OIR (Organisation internationale des réfugiés) créée en 1946 par les Nations Unies, selon la répartition : 13,2 % d'enfants de

¹ En Europe, on estime alors le nombre de personnes déplacées à trente millions, dont dix-huit millions hors de leur pays.

moins de cinq ans, 5,1 % d'enfants de cinq à dix ans et 6,3 % d'enfants de dix à dix-sept ans (Brosse, 1949).

Pour autant, ces chiffres ne rendent pas compte de la complexité et de l'enchevêtrement des situations puisque, par exemple, la catégorie euphémisée des « personnes déplacées » englobe des cas bien différents, recouvrant aussi bien des situations d'exil, de fuite, de migration forcée, de refuge, de déportation, d'évacuation ou de rapatriement (Gardet, 2013). Très rapidement est réactivée une catégorie préexistante mais qui prend une nouvelle consistance : l'« enfance victime de la guerre ». Alors qu'elle désignait surtout depuis la Première Guerre mondiale les enfants orphelins de père, elle incarne désormais le caractère universel et total de l'impact de la guerre sur la population juvénile, celle-ci incarnant désormais la victime par excellence d'un conflit qui se singularise par l'étendue de sa violence à l'égard des civils. L'état des lieux des souffrances infantiles provoque en retour la mobilisation des États, d'organisations nationales et internationales, d'humanitaires et d'experts de différentes disciplines, car loin d'être seulement une opération de secours, il faut également penser le temps plus long de leur rééducation, comme le souligne dès 1945 Adolphe Ferrière, fondateur de la Ligue internationale pour l'éducation nouvelle en 1921 : « *Le nombre des enfants victimes de la guerre dans tous les pays d'Europe se monte à des millions. Orphelins ou demi-orphelins de parents tués ou déportés, atteints par les bombardements, la famine, les maladies, les névroses qu'engendre la guerre, ces enfants devront être recueillis et rééduqués. [...] À l'enfance abandonnée du temps de paix est venue s'ajouter celle du temps de guerre* » (Ferrière, 1945).

Au cœur de cette période riche en circulations et transferts, un événement interpelle et offre un observatoire fertile des discussions en jeu autour de l'enfance victime de la guerre. En juillet 1948, l'UNESCO convoque en effet une cinquantaine de personnalités afin de réfléchir à la prise en charge et à l'éducation des « enfants sans foyer » (Boussion, Gardet et Ruchat, 2016). Le lieu choisi pour cette conférence est le village international d'enfants Pestalozzi, à Trogen, porteur de multiples symboles. Situé sur le sol suisse, proche de l'Allemagne, il se trouve au cœur de l'Europe, dans un pays épargné par la guerre et qui à ce titre cherche réparation. Surtout, ce village d'enfants ouvert en 1946¹, fonctionne comme une fédération d'enfants réfugiés, groupés par maisons nationales, et se propose d'incarner le modèle d'une éducation

¹ Ce projet est porté par un trio de Suisse alémanique : le philosophe Walter Robert Corti (1910-1990), une pédiatre et psychiatre d'enfants, Marie Meierhofer (1909-1988) ainsi qu'un architecte dans la mouvance du Bauhaus, Hans Fischli (1909-1989).

pacifique et démocratique. Pour cette conférence internationale, tout un aréopage bigarré d'experts converge vers Trogen, illustrant un consensus en formation. On y retrouve, en effet, plus d'une dizaine de nationalités mais aussi des experts, observateurs ou représentants de villages d'enfants aux profils les plus divers : pédiatres, psychiatres, psychologues et pédagogues, délégués d'organismes internationaux d'aide à l'enfance, instituteurs ou autres praticiens qui ont expérimenté des prises en charge d'enfants pendant la guerre, des prêtres mais également des militants laïques, des sympathisants communistes...

Éducateurs en quête d'un renouveau pédagogique, experts du psychisme observant à la loupe cette nouvelle population de traumatisés, utopistes à la recherche de la « cité parfaite », politiciens et diplomates stratèges retissant leurs réseaux, chacun à sa façon participe de cette aventure et décline ce qu'il entend des expériences en cours de prise en charge des enfants victimes de la guerre, qu'elles soient nommées « villages », « communautés » ou « républiques d'enfants ». Mais à Trogen, tout ce petit monde se mobilise et se retrouve autour de la cause des enfants. Au lendemain du chaos, ils partagent en apparence la même conviction qu'il y aurait une dette envers ces enfants, transcendant même les découpages géopolitiques de la période, entre vainqueurs et vaincus. Après les exposés des différentes expériences de collectivités destinées à accueillir et éduquer tant bien que mal les enfants en déshérence, une définition est finalement retenue à l'unanimité pour les désigner en « communautés d'enfants », à savoir des *« organisations éducatives ou rééducatives à caractère permanent, fondées sur la participation active des enfants ou adolescents à la vie de la communauté, dans le cadre des méthodes d'éducation et d'instruction modernes – et dans lesquelles la vie de famille se combine de diverses façons aux modalités de la vie de collectivité »*.

Si une certaine unanimité semble régner, repérable par la fondation ces jours-là d'une Fédération internationale des communautés d'enfants (FICE), cette concertation échoue néanmoins au bout de quelques années, du fait de la disparition progressive de la masse des enfants victimes de la guerre qui ont grandi et finissent par voler de leurs propres ailes, et finit de se fracasser sur le mur de la guerre froide. Pour autant, dans cet intervalle, des problématiques du temps long sont introduites. Ainsi, avec une certaine continuité, ne cesse de se poser la question du « faire famille » avec des enfants justement sans famille, dont on commence également à reconnaître des troubles psychiques nés de la guerre. Plus encore, une question de fond ne cesse d'émerger au regard des expériences qui sont confrontées dans ce réseau : la sortie de guerre a-t-elle révolutionné en profondeur les modes de prises en charge de l'enfant victime de la guerre et de là, également, la perception de l'enfant ? En

effet, si d'un côté, le choc indéniable de la guerre a entraîné un élan de déprise de la violence voire de « décontamination du virus de la guerre¹ », ainsi que de reconstruction, pétri d'un idéal humanitaire pacifiste et internationaliste, dans lequel l'enfant semble l'objet d'attentions nouvelles, de l'autre, ces intentions semblent s'être rapidement diluées pour faire place à de vieux modèles, reléguant les expériences éducatives inédites de la guerre à des figures d'utopie. Entre rapatriement, mais aussi expatriation, accueil familial, placement collectif, l'enfant est plus que jamais objectivé et investi par des acteurs qui semblent pouvoir disposer de lui et le replacer en vertu d'un nouvel « intérêt de l'enfant » qu'ils auraient eux-mêmes défini.

L'enfant victime de la guerre, une catégorie passée au crible des experts

Aujourd'hui, les victimes remplissent « l'espace moral des sociétés contemporaines » (Fassin et Rechtman, 2007) et le constat des épreuves psychiques endurées par les enfants ayant connu la guerre revêt un caractère incontesté. En sortie de guerre, pourtant, à bien regarder les échanges et les pratiques d'experts, par exemple lors de la conférence internationale de Trogen, cet allant-de-soi est plus ambivalent et oscille entre reconnaissance d'un traumatisme des enfants et déni de l'impact de l'événement, conditionnant les réponses à apporter à leurs stigmates (Becher et Gardet, 2021 ; Boussion, 2021).

Dès 1945, de multiples rapports sont rédigés par des experts des nombreuses organisations internationales qui arpentent déjà le théâtre des opérations : Administration des Nations Unies pour le secours et la reconstruction (UNRRA), Fonds international de secours à l'enfance (UNICEF), OIR, Bureau international de l'éducation (BIE), Union internationale de protection de l'enfance (UIPE) ou encore Semaines d'études pour l'enfance victime de la guerre (SEPEG). Quand ils dressent un bilan de la situation européenne, tous illustrent l'ampleur du désastre qui a frappé le continent, désormais en ruines, et mettent en exergue la figure de l'enfant victime de la guerre. Ils constatent un ensemble de manifestations pathologiques, sur le plan social (hausse de la délinquance juvénile, vagabondage, affaissement de la moralité par exemple) et le plan individuel (névroses, psychoses, troubles divers), ouvrant le champ à une reconnaissance de « blessures sans blessures » chez les enfants. Un

¹ Manifeste des SEPEG, 1944 (Archives cantonales vaudoises, fonds Oscar Forel : PP1035/65).

décalage majeur est ainsi illustré entre l'événement tragique et la représentation commune de l'enfance.

Et si les enfants ne sont pas les seuls concernés, ils pèsent plus que leurs effectifs réels en exacerbant les sentiments de dédouanement et de réparation, mais aussi des réclamations et réappropriations multiples. La cause de l'enfance devient un outil de propagande efficace et permet des collectes de fonds très conséquentes. Toute une iconographie de la souffrance entre en scène. Des successions de photographies étalent des visages de garçons et de filles de différents pays mais étrangement ressemblants, des mises en images similaires de saynètes, de jeux dans des décors apocalyptiques devenus méconnaissables, offrant une vision universaliste de l'enfance (une identité non plus individuelle mais collective), qui donnent corps et justification à un nouvel humanitarisme. L'incarnation de ce mouvement est sans conteste le travail de documentation de l'enfance victime de la guerre dans différents pays européens confié en 1949 par l'UNICEF au reporter-photographe déjà célèbre David Seymour ou Chim (Naggar, 2013)¹. Dans son recueil *Enfants d'Europe*, on retrouve tour à tour des enfants en haillons mendiant dans la rue, une petite fille polonaise d'un home d'enfants, la jeune Terezka, le regard frappé de folie, crayonnant sur un tableau noir un gribouillis inquiétant censé représenter sa maison (Naggar, 2019) ou, en contraste avec leur situation vécue, des bandes de gosses jouant avec insouciance ou dansant la ronde au milieu des ruines, etc.

À Trogen également, la figure de l'enfant victime de la guerre est reprise au fil de différentes interventions, par exemple par la docteure Marie Meierhofer :

« Tous ceux qui ont affaire à des enfants de guerre connaissent ces visages où se lit une maturité précoce, ces expressions de détresse, ces corps légèrement voûtés, ces bras pendants, ces membres veules. Nombre d'entre eux ont un ventre ballonné. Leurs vêtements sont composés de pièces incroyablement disparates. Leurs chaussures sont éculées et trouées de manière indescriptible. Leurs cheveux sont ternes, collés, souvent pleins de lentes. Plus d'une fois, leurs mains portent les stigmates de la gale². »

¹ Né Dawid Szymin à Varsovie en 1911, dans une famille d'intellectuels juifs, il émigre à Paris au début des années 1930, y rencontre Cartier-Bresson et Capa. Il fait ses armes de photographe sous le Front populaire, son militantisme le porte vers la guerre civile en Espagne où il découvre le sort des enfants, sur lesquels, déjà, il pose un regard empathique. Il cofonde en 1947 l'agence Magnum.

² Marie Meierhofer, « Premières expériences médico-psychologiques au village d'enfants Pestalozzi à Trogen » (archives UNESCO : Unesco/ED/Conf.).

Outre cette description de leur déchéance physique, parfois aggravée par des blessures ou des mutilations sévères, la plupart des conférenciers insistent sur leurs troubles psychiques, voire sur leurs pathologies mentales ; les enfants souffrent ainsi de tics, de bégaiements et autres névroses, ils sont tristes, traumatisés et méfiants ou au contraire ingrats, agressifs, avec un culte de la violence, à la fois précocement mûris et intellectuellement arriérés, ils développent un sentiment d'insécurité et un complexe de victimes¹.

Mais paradoxalement, en même temps que sont diagnostiquées les possibilités de névroses et de traumatismes de guerre, leurs spécificités semblent niées et certains experts en minimisent la gravité. Il en va ainsi de l'agitation et de l'agressivité jugées excessives et des jeux particulièrement belliqueux signalés par plusieurs directeurs de communautés d'enfants mais considérés comme liés à ce que ces jeunes ont vécu durant le conflit. Mieux, elles seraient même inhérentes à la jeunesse, comme le banalise le psychiatre Robert Préaut, directeur du Hameau-école de Longueil-Annel, dans l'Oise, qui accueille des garçons adolescents jugés déficients ou souffrant de « troubles du caractère » :

« Il ne faut pas oublier que l'agressivité est un fait parfaitement normal chez les enfants. Leur instinct les pousse toujours à détruire tout ce qui leur résiste : ce phénomène constitue en fait le premier stade de l'évolution de la personnalité. Il est peut-être dangereux de voir, pour seule raison de cet instinct d'agressivité, les souffrances passées des enfants victimes de la guerre² ».

Tout un travail d'élaboration est en train de se réaliser, appuyé sur des savoirs alors très incertains face à un événement édifiant et si inédit que les experts eux-mêmes semblent fragiles. Ainsi, devant l'insistance de Marie Meierhofer qui rappelle que les enfants évoqués sont d'âge scolaire et devraient donc être en mesure de réprimer leur instinct d'agressivité, Robert Préaut concède que si l'agressivité serait naturelle chez les enfants normaux, « *les enfants victimes de la guerre ont tout particulièrement besoin de donner libre cours à leurs émotions* » et que « *la violence chez eux* » pourrait bien être « *une sorte de protestation contre les souffrances passées* ». Il précise cependant que les autres enfants qu'il reçoit dans son hameau-école et qui n'ont pas souffert de la guerre posent souvent des problèmes beaucoup plus complexes que ces premiers³.

Il est surprenant de constater que, malgré la mise en relief du caractère particulièrement difficile de ces enfants victimes de la guerre, présentés

¹ *Ibid.* et compte-rendu de la conférence des directeurs de communautés d'enfants (archives UNESCO : Unesco/ED/Conf.1/SR1-SR8).

² *Idem*

³ *Idem*

parfois comme ayant à souffrir de troubles psychologiques potentiellement graves – on parle même de « petits malades » -, les solutions proposées sont peu en rapport avec la gravité des tableaux cliniques. Si André Rey, psychologue de l'Institut des sciences de l'éducation de Genève, insiste bien sur la nécessité d'établir un pronostic sur l'état psychologique des enfants ayant enduré des souffrances durant la guerre pour découvrir si les anomalies qui se manifestent chez ces derniers « peuvent ou non être corrigées », afin « d'éviter que des déceptions et des découragements inutiles se produisent et que les éducateurs ne gaspillent leurs efforts », pour la majorité des jeunes accueillis, un optimisme bon enfant est de rigueur à leur égard. Plus qu'une véritable thérapie adaptée que le docteur Préaut reconnaît lui-même comme étant encore au stade expérimental, ceux qui ont observé les enfants dans les communautés vantent l'efficacité d'une éducation dite curative qui reprend en fait les vieilles recettes, à la fois d'une éducation par le travail pour les plus grands et de méthodes d'éducation active à base « *d'eau, de savon, de morceaux d'étoffe, de sable, de pâte à modeler, de crayons et de jeux de construction*¹ » pour les plus petits. « Donner libre cours à leur énergie » en leur proposant parfois des jeux ou des sports extrêmes, voire violents, semble ainsi suffire à résorber les problèmes d'agressivité de même qu'une ambiance familiale, les manifestations de confiance et l'affection distribuée sans compter par les éducateurs aux jeunes feraient miraculeusement disparaître les terreurs, méfiances et autres sentiments d'insécurité ou de pertes inhérents aux traumatismes de guerre. Quant aux filles, il est considéré que leur problème d'instabilité est la plupart du temps résolu dès qu'elles se marient².

Le mode de prise en charge idéal des enfants victimes de la guerre, un serpent de mer

Quand il est question de la prise en charge la plus adaptée à ces enfants de la guerre, le curseur oscille entre placement dit « collectif », sous la forme de villages ou communautés d'enfants, et placement dit « familial », à savoir individuel chez des particuliers. L'UNESCO semble avoir penché pour le premier modèle, le mettant en avant dans de pleines pages de ses revues³ et se muant en puissance invitante de la conférence

¹ Compte-rendu de la conférence des directeurs de communautés d'enfants (archives UNESCO : Unesco/ED/Conf.1/SR1-SR8), notamment les interventions de Gwendolyn Chesters, Don Antonio Rivolta...

² Idem, intervention de Georges Bourguet.

³ *Le Courrier de l'Unesco, Reconstitution et relèvement, Elan.*

de Trogen. Pourtant, une lecture attentive des archives montre que, derrière à la fois le modernisme proclamé des initiatives et l'unanimité de façade, est ravivée en fait une dialectique très ancienne, qui voyait depuis le XIX^e siècle experts et bienfaiteurs investis dans la cause des orphelins et des mineurs délinquants favoriser tantôt les prises en charge collectives sous la forme d'internats le plus souvent à la campagne, tantôt les placements chez des particuliers, sans renouveler les fondements critiques ni proposer d'innovation en la matière.

L'un des premiers écueils rencontrés par le modèle des villages d'enfants est d'abord celui de leur extrême diversité, ce que résume Bernard Drzewieski, ancien instituteur polonais, chef du département de la Reconstruction à l'UNESCO, quand il ouvre la rencontre de Trogen : « *Qu'est-ce qu'un village d'enfants ? Diverses institutions de caractère tout à fait différent de celles imaginées par les créateurs des premiers villages d'enfants ont emprunté précisément le nom de "village d'enfants"* »¹. Jusque-là, en l'absence d'une définition arrêtée, toute institution nouvelle accueillant des enfants de la guerre pouvait prendre en effet l'appellation de « village d'enfants », sans pour autant que les méthodes pédagogiques ou l'organisation ne diffèrent des homes ou internats de facture plus traditionnelle. Les appellations diffèrent du reste autant que les types d'organisation. Certains prennent le nom de « village d'enfants », comme celui de Trogen, ou encore de « Villes d'enfants », comme celles fondées en 1945 en Hongrie par Zsigmond Adam ou encore par Giorgio C. Jachia à Turin, présentée également comme un « camp » pour 140 enfants répartis en groupes de maisons. D'autres encore mêlent cet imaginaire spatial avec une tonalité éducative : le Hameau-école de l'Île-de-France à Longueil-Annel ou encore la Scuolacittà Pestalozzi à Florence. En général, pour les plus petits, le « home » prévaut encore, par exemple dans le cas du Home suisse pour enfants espagnols de Pringy, convoquant les dimensions de patrie, de foyer, de famille même, ainsi que les évocations bienveillantes et optimistes telles qu'affichées au « Rayon de soleil » à Pomeyrol.

Une autre des difficultés vite pointées autour de la table de Trogen est le caractère confiné de ces placements collectifs. Bien que pourtant favorable à cette formule, Bernard Drzewieski précise cependant que « *les enfants ne peuvent pas rester toute leur vie dans une communauté artificielle* » et qu'« *il s'agit de les réadapter à une vie normale* ». On s'inquiète notamment du côté protectionniste des villages d'enfants ; les jeunes qui y sont accueillis n'ayant aucun souci économique seraient mal préparés à affronter leur l'avenir, selon André Rey :

¹ Compte-rendu de la conférence des directeurs de communautés d'enfants (archives UNESCO : Unesco/ED/Conf.1/SR1-SR8).

« Tous les enfants qui vivent dans des collectivités quelque peu artificielles, dont il est question ici, ont en commun certaines caractéristiques mentales : tendance à l'introspection, à l'envie, propension à trouver des excuses à tous leurs échecs et compréhension insuffisante des conditions économiques de la vie et de la nécessité pour chacun de gagner sa vie¹ ».

Si l'épanouissement des enfants, notamment à travers des activités artistiques, est souvent prôné par les responsables des communautés qui expriment aussi le désir que les sujets particulièrement intelligents puissent se réaliser pleinement en poursuivant leurs études, pour la plupart d'entre eux c'est le pragmatisme économique qui l'emporte. Assimilant les enfants sans foyers de la guerre aux enfants miséreux ou aux enfants dits « arriérés » des périodes antérieures, leur avenir est tout tracé, il s'agit de les faire entrer en apprentissage et de leur donner au plus vite « un métier qui leur permette de gagner leur vie », d'autant que la formation professionnelle comporterait en elle-même une « valeur thérapeutique ». On est proche alors d'un modèle ancien, tel que porté par les philanthropes, axé sur le travail afin de forger des citoyens utiles et productifs.

Le risque de créer un environnement contrefait, quasi autarcique, qui rendrait par la suite d'autant plus difficile la réintégration des enfants dans leur milieu voire leur pays d'origine, plus généralement leur réinsertion sociale, est une question récurrente. Cela entre en résonance avec la place de la famille dans le processus de prise en charge ou plutôt celui de la suppléance familiale en son absence, inlassablement questionnée, sans pour autant offrir de solutions satisfaisantes. Une frontière des pratiques semble se dessiner ici, l'Angleterre se distinguant par son choix de privilégier le placement familial, comme l'affirme Hans Z. Hoxter, ancien secrétaire général de la Nursery School Association of Great Britain, pour qui la solution idéale pour les enfants sains privés de famille réside dans l'adoption légale par un ménage soigneusement choisi ou un placement en pension dans une famille qui en assure ponctuellement la charge². Compenser la présence familiale par une organisation pédagogique et la présence d'éducateurs pourrait ne pas suffire, selon sa compatriote Peggy Volkov, rédactrice en chef de *The New Era in home and school* :

« Comment lui assurerez-vous cette stabilité dans les rapports humains qui est essentielle ? Comment protégerez-vous les enfants contre une nouvelle rupture de leurs affections ? Ensuite en supposant qu'un

¹ Idem.

² Compte-rendu de la conférence des directeurs de communautés d'enfants (archives UNESCO : Unesco/ED/Conf.1/SR1-SR8).

homme ou une femme reste là en permanence et gagne la confiance affectueuse des jeunes adolescents en leur gardant sa propre affection en toutes circonstances, comment ferez-vous régner dans le village cette fermeté ou cette discipline qu'il appartient d'ordinaire au foyer de faire connaître à l'enfant, ce « sevrage » comme l'appellent certains psychologues qui permet à l'enfant de supporter d'inévitables déceptions¹ ».

À l'inverse, les tenants du placement collectif reprennent la vieille antienne à l'encontre des placements chez des particuliers. René Cooman, qui dirige la Cité de l'enfance à Charleroi en Belgique affirme ainsi que « trop souvent les familles qui accueillent les enfants ont en vue un but lucratif ou espèrent se procurer un domestique à bon compte » et que de même « les enfants vont de famille en famille et mènent une existence décousue ». André Rey pour sa part propose d'expliquer aux orphelins qui ont tendance à idéaliser la vie de famille, que cette dernière « peut, dans certains cas constituer une entrave pour l'individu et que ce n'est pas la famille en elle-même, mais les êtres qui la composent qui donnent son prix à la vie de famille. » Il en va ainsi également pour Marie Meierhofer qui signale que les « familles refusent généralement de garder les enfants de caractère difficile qui se retrouvent ainsi constamment renvoyés d'un foyer à l'autre ».

Pour contrecarrer les critiques des opposants aux placements collectifs, les directeurs de communautés d'enfants évoquent l'ambiance familiale qu'ils arrivent à recréer dans leurs villages ainsi que la présence de substituts familiaux dans chaque maison ou pour le moins celle du directeur et de sa femme remplissant ce rôle ou encore, à proximité, la désignation d'un ménage référent effectuant un suivi pour chaque jeune. La famille reste néanmoins considérée par tous comme base de la communauté, obligeant à reconstruire, même artificiellement celle qui a été détruite, ne serait-ce que par une « ambiance ». Comme au Home suisse de Pringy, par exemple, où est établie une « ambiance familiale de confiance et d'affection » et où est développé un système de parrainages avec des familles suisses qui accueillent pendant les vacances un des enfants, principe de parrainage repris également au Rayon de soleil de Pomeyrol. En Hongrie, dans l'institution de Zsigmond Adam, les enfants sont répartis en pavillons d'une vingtaine d'enfants, avec des chambres d'enfants et une « mère » qui veille sur eux. À Trogen encore, les enfants vivent par groupe dans des chalets en guise de pavillons, réunis avec leurs « parents » que sont les éducateurs de même nationalité qu'eux. Mais là encore, le contexte semble provoquer le compromis et Hans Z. Hoxter reconnaît qu'étant donné le nombre d'enfants en déshérence à l'issue du

¹ Il s'agit de la revue anglaise de la Ligue internationale pour l'éducation nouvelle.

conflit et les déficiences trop complexes que présentent certains d'entre eux, il sera impossible de les placer tous dans des *foster families* (familles d'accueil). Il propose alors comme solution alternative le placement en foyers dispersés, c'est-à-dire un système de « *petites villas situées dans un périmètre assez étendu et dont chacune abrite un groupe de quinze enfants au plus confiés aux soins de parents adoptifs*¹ ».

Entre utopies internationalistes et ancrages nationaux

Dans ce réseau des communautés d'enfants de l'après-guerre, il s'agit d'éduquer les enfants afin d'en faire des citoyens nouveaux et l'éducation est le vecteur d'un monde pacifié, selon les principes de l'UNESCO. Un des moyens de forger cette compréhension internationale est l'organisation de stages et camps internationaux, de jeunes et d'éducateurs des communautés d'enfants, à partir de 1949 (Boussion, Gardet et Ruchat, 2020). Des propositions de réenracinement sont également lancées, qui sont autant d'utopies internationalistes à entretenir dans un après-guerre qui leur semble propice et permettront de mieux enraciner à nouveau la démocratie en Europe, par exemple d'accorder la nationalité des Nations Unies aux enfants réfugiés (Zahra, 2011).

Au sein de certains villages d'enfants, il est également question de tirer parti de la mosaïque de nationalités. Ainsi, au village d'enfants de Bad-Aibling, installé en zone américaine d'occupation en Allemagne et sous contrôle de l'OIR, cohabitent plusieurs centaines d'enfants déplacés et sans foyer d'Europe de l'est : des Polonais et des Tchèques, également des Ukrainiens, Yougoslaves, Russes et Baltes (Höschler, 2017). Le directeur, un pédagogue australien, regrette de ne pouvoir réaliser une éducation suivie dans ce qui ressemble à un « camp de transit » car les enfants y restent quelques mois seulement avant soit d'être renvoyés dans leur pays d'origine, soit d'être établis définitivement aux États-Unis, Canada, Nouvelle-Zélande ou Australie. D'autant qu'il a identifié deux groupes particulièrement difficiles : un qui se serait lui-même désigné du nom de « génération perdue », parmi les enfants de 12 à 16 ans ; un autre constitué d'enfants illégitimes nés de soldats de diverses nationalités et de femmes « déplacées », beaucoup plus jeunes que les premiers². Aussi, son projet, exposé devant les représentants de la FICE en 1950, est de fonder sur les lieux du camp une sorte de village Pestalozzi « inversé »,

¹ Compte-rendu de la conférence des directeurs de communautés d'enfants (archives UNESCO : Unesco/ED/Conf.1/SR1-SR8).

² Village d'enfants de Bad-Aibling. Généralités, organisation, personnel, 1949-1951 (Archives nationales, fonds de l'OIR : AJ/43/932).

en sélectionnant certains enfants étrangers afin de « fabriquer » des citoyens du monde avec ces enfants – uniquement des garçons - devenus apatrides forcés, issus de près de vingt nations¹.

Le village international ne parvient pas à se pérenniser et ferme néanmoins ses portes en octobre 1951 et les expériences d'échanges internationaux seront elles-mêmes éphémères. C'est que derrière les grandes déclarations de principe typiques de la pensée onusienne se pose le problème de la mise en œuvre concrète de l'encadrement et de la rééducation de ces enfants victimes de la guerre qui, dans le chaos de l'après-guerre, sont très nombreux à être non seulement des « sans foyer » mais aussi des enfants déplacés. Dans ce cadre, avant de penser en faire des citoyens du monde, il faudrait d'abord prendre en compte leur ancrage national. Après une tournée dans différentes communautés d'enfants, Thérèse Brosse, du département de la Reconstruction à l'UNESCO, s'est ainsi rendu compte que les enfants « ont besoin d'une patrie pour être psychologiquement normaux et se sentir "comme les autres" » et se demande donc si cet apprentissage de la paix et de la compréhension internationale ne doit pas se faire de façon progressive :

« Dans un monde où il est encore légalement nécessaire de posséder une nationalité, leur jeune autonomie n'est pas assez forte pour leur permettre de devenir d'emblée des citoyens du monde (comme semblerait l'indiquer leur situation d'apatride), sans être, à la base, citoyens d'une communauté plus restreinte (Brosse, 1949). »

Au sein du réseau des communautés d'enfants, quelques-unes de ces institutions sont effectivement organisées selon les origines nationales, cet ancrage y étant maintenu dans l'idée d'un réenracinement. Ainsi, le Home suisse de Pringy, en Haute-Savoie, ouvert en 1946 par l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière, accueille une trentaine d'enfants d'Espagnols réfugiés en France à la suite de la guerre civile, tous d'âge scolaire. Un instituteur espagnol – républicain - est recruté pour maintenir le lien à la langue, des manuels scolaires et des cartes pour la géographie en lien avec le pays sont acquis tandis que flotte un drapeau aux couleurs de la République espagnole, devant la grille, aux côtés des bannières française et suisse (Andreu, 2012).

L'idée du réenracinement dans un « foyer national » se décline différemment pour les enfants juifs. Bien que là encore, dans les milieux humanitaires juifs, les débats vont bon train entre la possibilité d'un placement dans des familles de rescapés ou dans des villages d'enfants où ils recevront une éducation collective, dont certains estiment qu'elle est justement pour ce type d'enfants le gage d'une plus grande sécurité

¹ Comptes-rendus de réunion du comité directeur de la FICE, 1948-1950 (archives Robert Préaut, université Paris 8 Saint-Denis).

affective et d'un confort nouveau, entre pairs (Zahra, 2011). Dans ce cadre, cette éducation est également liée à un ancrage à la fois religieux, dans le maintien de la culture juive, mais également national, à travers la migration en Palestine pour contribuer à la construction d'un État. C'est ainsi le cas des enfants pris en charge par la « Fondation pour 500 enfants juifs », qui sont préparés pour être envoyés en Palestine. L'objectif est bien l'édification en amont de leur « foyer national », préparé dans le village d'enfants Kfar Jeladim à Apeldoorn aux Pays-Bas. En lien avec l'Aliyah de la Jeunesse, qui organise l'implantation de jeunes en Israël, il s'agit là d'une renationalisation des enfants déplacés et déracinés, et d'une formation à la future vie dans les kibboutz.

Un autre cas emblématique de la dichotomie entre internationalisme et ancrage national pour les enfants de la guerre est le village international d'enfants de Trogen. Celui-ci accueille depuis sa fondation des enfants orphelins, sans foyer, issus de divers pays touchés par la guerre, sélectionnés et acheminés par les canaux humanitaires, notamment de la Croix-Rouge suisse Secours aux enfants, au prix d'une expatriation. Les archives du village d'enfants témoignent des arrivées successives de petits orphelins européens, tels ces trente-cinq jeunes Français, venus du sud du pays par la Croix-Rouge suisse Secours aux enfants, ou ces seize enfants polonais, qui ont perdu leurs parents pendant la guerre, ont parfois vécu l'insurrection du ghetto de Varsovie en 1944, qui tous ont eu faim, mendié et volé, arrivant en décembre 1946 depuis leur orphelinat de Varsovie, bientôt rejoints par seize autres enfants « polonais blonds », déportés en Allemagne par le régime nazi à des fins de germanisation et qui vivaient jusqu'alors dans des camps ou foyers allemands. En décembre 1947, on compte onze maisons dont six sont déjà occupées par des enfants de cinq nations (France, Hongrie, Pologne, Allemagne, Autriche).

À grand renfort de publicité, Trogen commence à s'imposer comme un modèle de cosmopolitisme, une petite-Europe, voire un village-monde, comme commencent à le surnommer les journalistes, « *A village where the world is one* », comme le titre le *Picture Post* du 15 novembre 1947. La vie collective au sein de la communauté d'enfants est ainsi en partie basée sur un apprentissage de la compréhension internationale, des autres cultures, acquise par le partage des tâches quotidiennes, des activités telles que la gymnastique, musique, jardinage, etc. Dans un esprit affiché de concorde aux allures de Nations Unies en miniature, des enfants dont certains sont issus d'anciens pays sont ainsi appelés à cohabiter et mieux, à vivre ensemble :

« *De même au village d'enfants Pestalozzi à Trogen, c'est pendant les premières semaines seulement que les enfants polonais manifestèrent une rançœur agressive à l'égard des enfants allemands dont les pères*

avaient massacré les leurs. Très vite une atmosphère de jeux et d'activités communes éveilla et cimenta une camaraderie qui maintenant ne laisse plus place à des considérations antagonistes » (Brosse, 1949).

Trogen recréerait donc sous forme de microcosme une communauté internationale où les enfants se reconnaîtraient instinctivement par le seul fait d'être enfant et, en grandissant un temps ensemble, tisseraient des liens fraternels indissolubles qui perdureraient lors de leur vie adulte, chacun ayant repris une place et une identité nationale.

En effet, au village Pestalozzi, la vie collective oscille entre communauté cosmopolite et préparation au retour dans les pays respectifs, par l'entretien d'un lien avec la culture nationale, quitte à édifier une certaine culture de l'exil chez les enfants. Ainsi, les enfants y sont groupés par maisons nationales, chacune portant un nom de lendemains qui chantent : « les Cigales », « *Cuore* », « *Zur Kindersymphonie* »... Ces maisons sont tenues par un couple d'éducateurs du même pays d'origine que les enfants, les apprentissages scolaires sont faits dans les langues d'origine, tandis que des dispositifs d'échanges avec le pays sont mis en place : parrainages avec des familles, échange de correspondances, séjours de vacances ainsi que contacts avec les associations des amis du village d'enfants dans les différents pays. Dans les faits, cette organisation limite le brassage des enfants, alors que les éducateurs et enseignants peuvent quant à eux profiter plus librement de cette sociabilité internationale. Ce n'est que lorsque les enfants seront plus âgés qu'ils commenceront à apprendre la langue commune du village, l'allemand ou plutôt le suisse allemand. Si ce point ne semble poser de problème à personne, sans doute parce qu'elle est la langue de ce côté de la Suisse et qu'elle contribue d'une certaine façon à la réconciliation, elle nous interroge a posteriori sur la perception qu'ont pu en avoir certains enfants étant donné le vécu de certains d'entre eux face à l'oppression nazie.

Il se dégage certes des nombreux documents sur le village de Trogen un élan d'optimisme propre aux utopies éducatives. Mais celui-ci est tempéré au même moment par certains experts, qui exposent leurs incertitudes sur la préparation de tels enfants citoyens à une vie dans le monde extérieur et selon quel idéal. Les différences de langue sont elles-mêmes très rapidement vues davantage comme des obstacles à une organisation commune des enfants qu'un ingrédient (Ferrière, 1950, p. 142). Plus encore, c'est le rêve internationaliste lui-même qui est remis en cause, au profit d'une forme de renationalisation :

« Peut-être une certaine forme de nationalisme (servir une patrie, dont on garde le souvenir, même vague ou imaginaire) constitue-t-elle la forme la plus accessible d'idéal, parce que la plus dramatique et la plus facile à concevoir. Servir l'humanité constitue un idéal moins accessible

parce que trop imprécise pour qu'on s'en fasse une idée distincte. Servir son prochain immédiat serait, de tous, l'idéal le plus raisonnable¹ ».

Conclusion

Il nous semble au final que si la perspective d'une vision individualiste, qui aurait privilégié à la fois le recours à la nation, à la famille, renforcée par un corpus psychanalytique montant en puissance depuis la guerre (Zahra, 2011), la tentation d'une éducation dite « collective » au sein d'institutions permanentes n'en est pas moins largement prégnante, preuve en est la diversité des communautés d'enfants fondées en Europe dans l'après-guerre. Celles-ci ont même contribué à modifier les perceptions de l'enfant. Ainsi, elles ont constitué indéniablement des laboratoires où se sont poursuivies des expériences en matière d'éducation, elles ont même constitué des champs d'expérimentation parce que les enfants qu'elles ont accueillis étaient sans foyer, sans patrie. Ceux-là étaient ainsi devenus abstraction, gommés et substitués par un nouveau cadre de prise en charge, comme le soulignait Robert Préaut :

« Nous voici à l'échelle humaine. Les postulats sont suggérés au savant par un milieu vivant, riche en expression spontanée et exceptionnelle. On peut y pratiquer l'observation de nombreux types d'enfants que l'absence d'éducation de base, de famille, voire de patrie, a laissés à l'état brut en quelque sorte, non déformés par des habitudes conventionnelles ou par des préjugés inspirés par l'adulte. En outre, beaucoup de ces enfants sont des enfants-problèmes. Il faut agir à la fois sur eux et sur le milieu social, pour les réadapter à des conditions de vie acceptables² ».

Par ailleurs, la période a accentué l'extension progressive du cadre traditionnel de la prise en charge de l'enfant victime de la guerre. Celui-ci est sous le feu des experts et ses nombreux stigmates incitent à des réponses techniques et globales ; le langage de la réforme est alors celui du recours aux professionnels. De là commence à se développer sur une plus grande échelle la notion d'« équipes médico-pédagogiques », développées par exemple dans des formations internationales de quelques mois en Suisse, qui laisseront des traces dans les prises en charge futures.

La question de l'enfant victime de la guerre prend donc une résonance toute particulière dans ce contexte. La mobilisation internationale qu'elle

¹ Intervention de Peggy Volkov, compte-rendu de la conférence des directeurs de communautés d'enfants (archives UNESCO : Unesco/ED/Conf.1/SR1-SR8).

² *Courrier de l'UNESCO*, vol. II, 1, février 1949.

provoque devient donc synonyme de reconstruction, de réparation, de dédouanement des lendemains de guerre empreint d'un pacifisme universel et relativement utopique. Mais une fois la paix en apparence revenue, les enfants victimes de la guerre ayant grandi, la problématique semble s'estomper laissant place à d'autres causes et à d'autres déplacements, parfois antérieurs et mieux connus : jeunes délinquants, bandes, enfants des rues, enfance malheureuse, cas sociaux, enfants déficients... Comme si les enfants victimes de la guerre avaient besoin de cette mise en scène dramatique et du décor tragique des champs de ruines pour exister ; comme si également ils perdaient de leur visibilité dans des guerres plus lointaines, coloniales par exemple, ou des conflits sans faits d'armes ostentatoires, telle que la guerre froide.

Références bibliographiques

- Andreu, L. (2012). Les ricochets de la mémoire. *Enfants de la mémoire. Trente-deux victimes de la guerre d'Espagne racontent* (p. 147-163). Bordeaux : éd. Elytis.
- Becher, F. et Gardet, M. (2021, à paraître). Le traumatisme de guerre au prisme des expertises. Les dossiers de mineur.e.s des centres d'observation de Chevilly-Larue et de Savigny-sur-Orge 1943-1951. *Psychologie clinique, dossier « Enjeux de l'exil : ouvertures pour la clinique, défis pour la politique »*.
- BouSSION, S. (2021, à paraître). Hérité vs traumatisme : psychiatres et enfants victimes de la guerre 1945-1950. *Psychologie clinique, dossier « Enjeux de l'exil : ouvertures pour la clinique, défis pour la politique »*.
- BouSSION, S., Gardet, M. et Ruchat, M. (2020). *L'internationale des républiques d'enfants 1939-1955*. Paris : Anamosa.
- Brosse, T. (1949). *L'enfance victime de la guerre*. Paris : UNESCO.
- Fassin, D. et Rechtman, R. (2007). *L'empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*. Paris : Flammarion.
- Ferrière, A. (1950). *L'autonomie des écoliers dans les communautés d'enfants*. Paris : Delachaux et Niestlé.
- Gardet M. (2013). Introduction. *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière », dossier « Enfances déplacées (II) En temps de guerre », 15 | 2013, 15-21*.
- Höschler, C. (2017). International Families? Community Living in the IRO Children's Village Bad Aibling 1948-1951. Dans Henning Borggräfe, et al. *Freilegungen : Rebuilding Lives – Child Survivors and DP Children in the Aftermath of the Holocaust and Forced Labor* (p. 105-114). Göttingen: Wallstein Verlag.

- Naggar, C. (2013). *Chim: Children of War*. New York: Umbrage Éditions.
- Naggar, C. (2019). *Terezka and her Photographer: A Story*. New York: Russet Lederman.
- Zahra, T. (2011). *The Lost Children. Reconstructing Europe's Families after World War II*. Cambridge : Harvard University Press.